

À propos de...

Le débat intellectuel a toujours été consubstantiel au socialisme, dont les grands combats sont d'abord des combats d'idées.

Conscient de cet héritage et soucieux du lien avec les intellectuels, nous avons souhaité mettre en place une nouvelle rubrique, intitulée « À propos de... » et entièrement consacrée à un livre.

Cette rubrique, animée par Matthias Fekl, se structurera ainsi :

- une note de lecture présentera de manière synthétique l'ouvrage en question ;*
- puis, nous demanderons à une ou des personnalités – intellectuels, politiques, etc. – de réagir à l'ouvrage ;*
- enfin l'auteur de l'ouvrage pourra à son tour réagir, et conclure, au moins provisoirement, le débat.*

Nous nous attacherons à sélectionner des ouvrages émanant d'auteurs déjà connus ou encore en devenir, français et étrangers, couvrant largement la palette des savoirs, développant des idées fortes et des analyses nouvelles de nature à faire débat et à contribuer à la nécessaire rénovation intellectuelle de la gauche française.

*Pour lancer cette rubrique, nous avons retenu le dernier essai d'Emmanuel Todd, *Après la démocratie, 2008* pour ses idées souvent iconoclastes qui, d'ailleurs, n'épargnent ni la gauche en général, ni le PS en particulier.*

Matthias Fekl

est Maître de conférences à Sciences-Po, adjoint au maire de Marmande en charge des finances et Secrétaire fédéral à la formation des militants (Lot-et-Garonne).

Todd dans tous ses états

« **C**omment Nicolas Sarkozy a-t-il pu devenir président de la République ? » : le livre s'ouvre sur une interrogation en forme de programme et se poursuit par une charge violente contre Nicolas Sarkozy. Décrit comme fébrile, admirateur des riches, incompetent en économie aussi bien qu'en diplomatie, prompt à transgresser les valeurs et traditions de la République, exaspérant nos partenaires européens, le Président est aussi, sous la plume de Todd, « exhibitionniste », « pervers » (mais pas « fou »), caniche des États-Unis, ayant pour ressort une agressivité sans limites et pour méthode de « dresser les Français les uns contre les autres ».

Pour l'auteur, qui n'épargne d'ailleurs pas les autres personnalités politiques, et notamment pas les personnalités socialistes, le président de la République est « la preuve que la France est malade » ; il peut donc « servir de guide, involontaire, dans l'examen du mal qui ronge notre pays ». Todd établit ainsi un parallèle entre cinq traits de caractère qu'il discerne chez Nicolas Sarkozy et les problèmes de fond qu'il identifie pour la France :

- « l'incohérence de la pensée » présidentielle est mise en regard du vide idéologique et religieux de la France contemporaine, consécutif à la disparition des anciennes croyances collectives, d'origine religieuse, ancrées dans des territoires, et au zapping politique qui en découle ;
- la « médiocrité intellectuelle » correspond à la stagnation éducative, face à laquelle Todd prône une relance de la machine éducative et une augmentation de la dépense publique en lieu et place des actuelles réductions des effectifs enseignants ;
- l'« agressivité » de Nicolas Sarkozy renvoie à la dimension négative de la démocratie, qui tend à exclure le non-citoyen et à créer des figures de boucs émissaires ;
- son « amour de l'argent » traduit l'incapacité économique des élites à rompre avec le libre-échange ;

Pour l'auteur, qui n'épargne d'ailleurs pas les autres personnalités politiques, et notamment pas les personnalités socialistes, le président de la République est « la preuve que la France est malade » ; il peut donc « servir de guide, involontaire, dans l'examen du mal qui ronge notre pays ».

– enfin, l'« instabilité affective et morale » de Nicolas Sarkozy est en phase avec les évolutions des valeurs familiales.

Tout au long de l'ouvrage, il faut saluer la rare faculté de l'auteur à expliquer les phénomènes contemporains par des mises en perspectives de long terme, notamment historiques (l'alphabétisation), démographiques (les enjeux des structures familiales) et psychologiques (le narcissisme contemporain), qui donnent une indéniable consistance humaine aux faits analysés. En outre, de longs, savants et passionnants passages de l'ouvrage sont consacrés à la dérive oligarchique des démocraties contemporaines, induite par un double phénomène. D'abord, paradoxalement, la généralisation de l'enseignement secondaire et l'extension de l'enseignement supérieur, qui ont conduit à une nouvelle stratification éducative du pays. Ensuite, la tendance lourde à la distinction entre le capital culturel et le « capital tout court » – autrement dit, on n'accède plus aux richesses par les seuls diplômes, et, au sein même des classes supérieures tend à se constituer une sorte d'hyper-classe, ne représentant qu'un pourcent de la population, mais accaparant les richesses et le pouvoir tout en refusant de jouer le rôle d'une élite digne de ce nom, ne serait-ce qu'en faisant preuve de civisme fiscal.

Le second scénario qui pourrait selon Todd être mis en œuvre avec le concours de socialistes, voit rien de moins que « la suppression du suffrage universel ».

La France dériverait ainsi vers un bonapartisme contemporain, avec maintien d'élections au niveau local et absence d'élections (ou simulacres d'élections) au niveau national.

Après la démocratie débouche sur trois scénarios qu'Emmanuel Todd esquisse pour l'avenir. Le premier scénario qui, selon Todd, pourrait tenter Sarkozy (« la République ethnique ») est celui d'une affirmation identitaire pour contrer, d'une

part, la crise économique et sociale et, d'autre part, le vide idéologique et religieux ; après l'arabophobie initiale du Front national, puis l'islamophobie, courante au sein même de certaines élites intellectuelles, on peut en déceler, nous dit-il, les prémices dans les discours sarkozystes sur l'identité nationale et le recours à des tests ADN en matière de politique d'immigration.

Le second scénario qui, cette fois-ci, pourrait selon Todd être mis en œuvre avec le concours de socialistes, voit rien de moins que « la suppression du suffrage universel ». Plusieurs phénomènes y concourent. D'abord, les difficultés récurrentes de la démocratie d'alternance (en France, absence de candidat de gauche au second tour de la présidentielle de 2002 ; en Allemagne, grande coalition, destinée à faire barrage à « *Die Linke* » et à empêcher l'émergence d'une authentique majorité de gauche). Ensuite, l'obstination des élites politiques à vider de son sens l'expression du suffrage (qu'attesterait la suite donnée au « non » français au traité constitutionnel européen, purement et simplement remplacé par un traité de Lisbonne au fond très proche). La France dériverait ainsi vers un bonapartisme contemporain, avec maintien d'élections au niveau local et absence d'élections (ou simulacres d'élections) au niveau national. Enfin, la préférence des dirigeants socialistes pour le libre-échange pourrait, selon Todd, les rendre enclins à ce scénario, en réponse à l'hostilité populaire au dit libre-échange. Preuve ultime de cette tentation : d'éminents responsables socialistes préfèrent déjà diriger des organisations internationales aux règles opaques plutôt que de se confronter au suffrage universel. (*sic !*)

Le dernier scénario, qui correspond à la solution préconisée par Todd, est la mise en place d'un protectionnisme européen. Selon Todd, l'ouverture commerciale, parfois source d'augmentation des richesses, conduit aujourd'hui à accroître les inégalités, exerce une forte pression à la baisse sur les salaires et facilite les mouvements de délocali-

sations vers les pays à bas prix. En France même, le libre-échange fait de plus en plus de perdants, d'où son impopularité sans cesse grandissante, y compris parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures. Todd accuse les socialistes d'être structurellement incapables de rompre avec le « dogme du libre-échangisme » : leur internationalisme les convainc que le libre-échange contribue à réduire la pauvreté dans le monde, et leur composition sociologique fait la part belle à des fonctionnaires d'État à l'abri des violences liées à l'insertion dans l'économie mondialisée. Todd se montre volontariste dans son souhait de voir coïncider les espaces économiques, sociaux et politiques. Si la nation est un cadre insuffisant et que la démocratie planétaire est une utopie, le niveau européen est en revanche pertinent pour mettre en place un espace de régulation économique se protégeant des importations et des délocalisations. Todd suggère même une méthode, qui consisterait, dans un premier temps, à convaincre l'Allemagne, cœur industriel de l'Europe, du bien-fondé de cette approche et, faute de succès, de menacer de quitter la zone euro. En tout état de cause, le protectionnisme est présenté comme seul moyen possible pour perpétuer la démocratie.

Au final, quelle appréciation porter sur ce livre ? On retiendra d'abord quelques saillies revigorantes contre les nationaux-républicains (« la pensée, l'humeur plutôt, d'une classe d'âge »), le pessimisme culturel ou la litanie du « niveau qui baisse » (certes, les SMS et Internet favorisent un rapport plus relâché à la langue écrite ; mais

Le second scénario qui pourrait selon Todd être mis en œuvre avec le concours de socialistes, voit rien de moins que « la suppression du suffrage universel ». La France dériverait ainsi vers un bonapartisme contemporain, avec maintien d'élections au niveau local et absence d'élections (ou simulacres d'élections) au niveau national.

Todd se montre volontariste dans son souhait de voir coïncider les espaces économiques, sociaux et politiques. Si la nation est un cadre insuffisant et que la démocratie planétaire est une utopie, le niveau européen est en revanche pertinent pour mettre en place un espace de régulation économique se protégeant des importations et des délocalisations.

après tout, nous rappelle Todd, les fondateurs de notre tradition classique ne s'embarrassaient pas outre mesure avec les règles de l'orthographe !) L'on regrettera en revanche une certaine tentation au dénigrement de ceux qui ont le tort de ne pas penser comme l'auteur, et qui voient parfois leur intégrité intellectuelle et la sincérité de leurs engagements mises en cause de manière infondée. De même, les passages déniaient de manière définitive la moindre utilité au FMI mériteraient d'être réévalués, au lendemain d'un G20 qui a largement prouvé le contraire. Enfin, assurément, il faut discuter sérieusement la proposition principale relative au protectionnisme européen, ne serait-ce que parce qu'il s'agit d'une revendication de plus en plus fréquemment avancée. Pourtant, le projet de Todd semble, sur ce point, doublement inabouti et en partie contradictoire. Inabouti d'abord, parce que rien dans le propos du livre ne prouve concrètement les bienfaits réels induits par un tel protectionnisme. Inabouti encore, parce qu'avant même un protectionnisme européen, c'est bien la démocratisation et la politisation de l'Union européenne qu'il faut poursuivre, en la dotant d'institutions plus fortes, plus représentatives, permettant effectivement de transposer la démocratie d'alternance à l'échelle communautaire et, pour parler avec les mots de l'auteur, de faire effectivement coïncider les espaces économiques, sociaux et politiques. Contradictoire enfin, parce qu'en n'ayant de cesse de critiquer, voire de dénigrer des hommes comme Jacques Delors, Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn, il s'attaque à ceux-là mêmes qui proposent d'élaborer

des règles du jeu international plus justes et plus équitables. Au final, Emmanuel Todd nous livre un ouvrage foisonnant, où cohabitent intuitions géniales et affirmations hallucinantes, synthèses

brillantes et raccourcis saisissants, et dont les lignes qui précèdent se sont efforcé de rendre compte de manière aussi objective et complète que possible.

Éléments d'un débat économique sur le protectionnisme européen

« **S**eule la mise en place d'un protectionnisme à l'échelle du continent assurera la survie de la démocratie européenne, sur laquelle plane aujourd'hui une menace mortelle. » Ainsi se conclut l'essai d'Emmanuel Todd, au terme d'une analyse des composantes du « mal qui ronge notre pays », aggravé par ce que l'auteur appelle le « moment Sarkozy ». Beaucoup de commentateurs ayant résumé l'ouvrage à cette proposition, c'est cette thèse que je souhaite discuter ici. Avec une approche économique, visant à démêler les faits, les hypothèses, les mécanismes en jeu, en évitant les amalgames historiques et les raccourcis idéologiques faciles, récurrents sur ce thème.

Il s'agit d'un vrai débat, important, nécessaire mais exigeant. Todd l'organise autour des conséquences négatives du libre-échange et de la globalisation, dont les indices empiriques sont nombreux : pénétration accrue des importations dans la demande domestique, délocalisations d'activités dans de nombreux secteurs et régions du territoire, acqui-

sition de champions nationaux par des entreprises des pays émergents... Il est incontestable que l'écart croissant entre les promesses économiques d'une mondialisation heureuse et la réalité vécue par les salariés en termes de pouvoir d'achat et d'emploi nourrit une inquiétude généralisée et une demande pressante de réponses politiques. Le protectionnisme est-il la solution à ces problèmes ? La question est légitime, brûlante et appelée à dominer pour un bon moment la scène politique. Elle ne saurait être évacuée par des arguments d'experts ou des caricatures idéologiques. Avec Todd,

Il est incontestable que l'écart croissant entre les promesses économiques d'une mondialisation heureuse et la réalité vécue par les salariés en termes de pouvoir d'achat et d'emploi nourrit une inquiétude généralisée et une demande pressante de réponses politiques. Le protectionnisme est-il la solution à ces problèmes ? La question est légitime, brûlante et appelée à dominer pour un bon moment la scène politique.

on soutiendra que la démocratie exige qu'un grand débat, ouvert, contradictoire, s'ouvre sur le sujet en France et en Europe. Débat qu'il sera à l'honneur des politiques d'organiser et d'expliquer, sans craindre les clivages inédits qui ne manqueront de se creuser au sein des partis traditionnels. Débat dans lequel les économistes ont naturellement une place, à côté des syndicalistes, des organisations professionnelles, des associations...

Dans ce cadre, l'essai de Todd a le mérite d'allumer utilement la mèche. Mais l'auteur, tout à son désir de convaincre du caractère impérieux et indispensable de la solution protectionniste, prend le risque de pénaliser sa thèse par une simplification des réalités et une analyse trop rapide des effets attendus. Plutôt que de critiquer la solution, il me semble préférable d'utiliser son argumentaire pour préciser les questions et faire progresser le débat autour de choix et d'oppositions clarifiées. La force, l'attrait, mais en même temps la faiblesse, de la vision proposée par Todd est son trait français de synthèse encyclopédique. La fresque brossée avec un sens habile des causalités et des données chiffrées, se résume à une variable, une cause unique : le libre-échange. En le traitant on résout d'un coup tous les problèmes (politiques, sociaux, économiques) de notre société. Oubliés la finance, la volatilité monétaire, le progrès technique, l'environnement... Exonérées un peu rapidement aussi la dimension nationale des problèmes et les responsabilités associées.

Commençons par remarquer que la question du protectionnisme dans les économies n'est pas binaire – tout ou rien – mais une question de dosage. Au niveau européen, près de 10 000 tarifs s'appliquent aux biens et services importés dans l'Union, allant de 0 à 210 % selon les produits. Si les biens de consommation sont incontestablement peu taxés (1 % en moyenne), les taux s'élèvent dans le domaine agricole à 10 %. Avec la politique agricole commune, une dose de protection existe donc bel et bien, comme par exemple pour les viandes, où les taux varient de 50 à 100 %, déclenchant la protestation de pays africains

(comme le Sénégal) et d'Amérique du Sud. Tous les pays ont également à des degrés variés et selon les secteurs des pratiques protectionnistes. La pharmacie, le livre, les secteurs culturels, les transports sont soumis à des règles de tarification réglementée (par exemple le prix unique du livre), qui sont autant de barrières et de protection d'une concurrence globale ouverte. Enfin, face à la crise financière et économique, certaines réponses ont clairement une dimension protectionniste, au sens où elles visent explicitement à modifier la concurrence au bénéfice des acteurs domestiques : priorité à l'acier américain dans les constructions, baisse des cotisations sociales et du coût du travail en Allemagne, soutien de 6 milliards d'euros aux champions français de l'automobile... Notre réalité économique est donc traversée de mesures protectionnistes dans des proportions variées. La question est moins de choisir ou non le protectionnisme mais plutôt son champ d'application, son ampleur, les effets attendus, et pour l'Europe, la coordination entre les États membres.

Second élément empirique à intégrer dans l'évaluation du problème du libre-échange : il s'agit d'abord et majoritairement d'une question interne à l'Europe. En 2008, 64 % des exportations et 60 % des importations françaises sont réalisées au sein de l'Union. La Chine, symbole des pays à bas salaires, représente 2 % des exportations et 6,6 % des importations. Si le déficit commercial avec l'Asie a augmenté de 20 % entre 2005 et 2008, il a été multiplié par trois avec le reste de l'Union européenne ! La question des délocalisa-

Commençons par remarquer que la question du protectionnisme dans les économies n'est pas binaire – tout ou rien – mais une question de dosage. Au niveau européen, près de 10 000 tarifs s'appliquent aux biens et services importés dans l'Union, allant de 0 à 210 % selon les produits. Si les biens de consommation sont incontestablement peu taxés (1 % en moyenne), les taux s'élèvent dans le domaine agricole à 10 %.

tions se pose ainsi essentiellement aujourd'hui au sein de l'espace européen dont parle Todd (« de la Grande-Bretagne à la Russie »), même si la menace asiatique potentielle ne peut être ignorée. Une protection externe commune ne traiterait donc pas ce qui constitue les deux-tiers du problème, dont les causes sont les hétérogénéités juridiques, réglementaires, fiscales entre pays, et les réponses possibles entre les mains des Européens. Par ailleurs, l'interprétation strictement négative des échanges mondialisés oublie son rôle d'incitation à l'efficacité pour des bénéfiques collectifs. Certaines entreprises démontrent que l'ouverture n'est pas seulement une contrainte mais aussi une opportunité. Les entreprises (industrielles) qui exportent en France emploient ainsi 3,6 fois plus de salariés que les non exportateurs et leur versent des salaires 16 % plus élevés. Et ces performances sont d'autant meilleures qu'elles exportent en dehors de l'Union européenne et vers un grand nombre de destinations¹.

En 2008, 64 % des exportations et 60 % des importations françaises sont réalisées au sein de l'Union. La Chine, symbole des pays à bas salaires, représente 2 % des exportations et 6,6 % des importations. Si le déficit commercial avec l'Asie a augmenté de 20 % entre 2005 et 2008, il a été multiplié par trois avec le reste de l'Union européenne !

Passons à l'analyse économique proposée de l'outil protectionnisme. Comme toute politique publique, il s'agit d'évaluer son rapport bénéfices/coûts ainsi que la répartition des deux, c'est-à-dire les gagnants et les perdants. Les effets positifs sont, selon Todd, de permettre une relance de la demande intérieure et la hausse des revenus car « tant que les frontières sont ouvertes, les salaires doivent baisser et la demande se contracter ». Le lien salaires-demande

se trouve donc au cœur du raisonnement. La réalité est cependant plus complexe. On observe ces cinq dernières années que loin de se contracter la demande a progressé de 1 à 1,5 % par an (contribuant majoritairement à la croissance du PIB). La raison est que dans nos économies les salaires versés (22 millions de salariés sur une population de 64 millions) ne sont pas l'unique déterminant de la demande domestique. Les revenus du patrimoine et les transferts sociaux aux ménages (un tiers du PIB) en sont deux autres composantes essentielles. L'impact attendu sur la demande européenne d'un protectionnisme accru exigerait donc d'approfondir chacune de ces variables.

Qu'en est-il des effets négatifs ? Un peu sommairement, Emmanuel Todd considère que les mesures de rétorsion seront limitées car les pays émergents ont besoin de biens et équipements produits en Europe (machines, TGV, avions, centrales nucléaires...) et n'auront pas le choix. Cette hypothèse semble fragile car la caractéristique inédite de plusieurs pays émergents à bas salaires (Chine, Inde) est leur niveau technologique et leur capacité à déployer rapidement des offres alternatives (sans parler du rôle particulier que joue la Russie à l'interface des deux ensembles). La décision de la Chine de faire émerger un concurrent des Airbus-Boeing en est une bonne illustration. Mais le problème va au-delà des seuls échanges de biens. Une autre face de la globalisation est la capacité d'accéder à l'épargne du monde entier, ce dont la France a d'ailleurs su tirer profit (200 milliards d'euros empruntés permettent en 2007 d'équilibrer notre balance des paiements, c'est-à-dire de financer notre déficit commercial et nos investissements à l'étranger). Or cette épargne qui s'investit massivement en Europe a pour origine principale les pays émergents et on peut se douter qu'un protectionnisme trop brutal conduirait rapidement à se priver de cet important levier pour nos économies. Rappelons aussi que les groupes du CAC 40, s'ils emploient encore les deux-tiers

¹ : L. Fontagné, G. Gaulier, *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, Rapport du Conseil d'analyse économique, n° 81, (2008) .

de leurs effectifs en France, réalisent la majorité de leur chiffre d'affaires et l'essentiel de leurs profits à l'étranger et constituent avec leurs salariés autant de cibles logiques de rétorsion. Enfin, les consommateurs qui se sont pour partie tournés ces années passées vers des biens à bas prix, pour lesquels les productions européennes n'offrent que des substituts imparfaits, accepteront-ils, même si leurs salaires devaient augmenter, les hausses de prix inévitables ?

Emmanuel Todd considère que les mesures de rétorsion seront limitées car les pays émergents ont besoin de biens et équipements produits en Europe (machines, TGV, avions, centrales nucléaires...) et n'auront pas le choix. Cette hypothèse semble fragile car la caractéristique inédite de plusieurs pays émergents à bas salaires (Chine, Inde) est leur niveau technologique et leur capacité à déployer rapidement des offres alternatives.

Pour éclairer ces enjeux, on peut proposer une autre formulation économique du débat. Une dose de protectionnisme consiste à restreindre le jeu de la concurrence au nom de gains collectifs souhaités. Cela suscite, pendant la durée de la protection, la formation d'une rente. Tout dépend alors de l'utilisation de cette rente. Le cas des quotas du textile (1995-2005) devrait nous inciter à réfléchir à l'octroi de rentes sans contreparties, ni vision politique des objectifs à atteindre. Différents usages sont possibles : 1) distribuée sous forme de salaires, profits, dépenses publiques, 2) investie pour transformer à l'abri du filet protecteur la situation ini-

tiale, 3) reversée aux pays importateurs pour des fins sociales, éducatives, environnementales favorisant le rapprochement de leurs conditions économiques des nôtres (mécanisme suggéré par Lauré ou Giraud). Avec cette lecture, on sort de l'opposition simpliste – le protectionnisme est-il bien ou mal ? –, pour reformuler la question : quelle utilisation efficace, juste et légitime de la rente de protection au niveau national et européen ? S'ouvre ainsi un espace de choix et de propositions politiques, en fonction des objectifs économiques et sociaux privilégiés, de la préférence donnée au court ou au long terme, des contraintes nationales... En examinant dans cette perspective l'outil protectionniste européen, on distinguera bien ce qu'il faut en attendre de ce qui relève de problèmes et de responsabilités spécifiquement domestiques. Par exemple, en ce qui concerne la demande intérieure, le faible taux d'emploi (à côté des salaires, c'est bien le nombre de salariés dans l'économie qui pose problème) ou encore dans la stagnation des salaires, le poids du temps partiel et la concentration de salariés autour du Smic, conséquences des relations capital-travail et de politiques publiques propres à notre pays. Pour résumer, le grand mérite de l'essai de Todd est, en lançant avec force et parfois excès le débat sur un protectionnisme européen, d'inciter à d'indispensables travaux d'approfondissement et d'évaluation des différents effets de cet instrument : lien salaire-demande, coûts de rétorsion, utilisation de la rente générée. Sur cette base, on le rejoindra pour souhaiter l'ouverture d'un grand débat européen, dans lequel on attend que les politiques formulent leur vision, leurs propositions et nous proposent des choix à décider démocratiquement.